

Le «numéro unique d'appel d'urgence»: une erreur pour Samu-Urgences de France

L'instauration d'un numéro unique d'appel d'urgence amènerait à déstabiliser toute l'organisation des soins, selon le Samu-Urgences de France.

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 1 heure



Mettre «un intermédiaire entre le Samu et les patients» entraînera «perte de temps» et «perturbation du message» selon le président du syndicat Samu-Urgences. (Image d'illustration) JEFF PACHOUD / AFP

Le «numéro unique d'appel d'urgence» dont les députés viennent de voter l'expérimentation rime avec «perte de chance» pour le patient et «désorganisation de toute la chaîne hospitalière», alerte François Braun, président du syndicat Samu-Urgences de France pour qui le 15 «est une petite pépite qu'il ne faut pas perdre».

«Le premier à décrocher un appel santé doit être un professionnel de santé», explique à l'AFP François Braun. Mettre «un intermédiaire entre le Samu et les patients» entraînera «perte de temps» et «perturbation du message» car «c'est souvent les premiers mots qui sont importants», ajoute-t-il. Les députés ont voté en

commission le 12 mai dernier l'expérimentation d'un «*numéro unique d'appel d'urgence*» en lieu et place du 17 (pour la police), du 18 (pour les pompiers) et du 15 (pour le Samu).

Véritable serpent de mer de l'organisation des services publics de secours, le numéro unique a ressurgi à la faveur d'une proposition de loi sur la sécurité civile et les sapeurs-pompiers, portée par le député (LREM) Fabien Matras.

Mais ce retour ne fait pas l'unanimité: dans une tribune publiée dimanche 23 mai dans le JDD, des soignants alertent «*sur le fait que consacrer le 112 comme numéro d'appel d'urgence unique pour tous les services reviendrait à faire le choix d'une réponse aux appels d'urgence à la fois moins efficace voire dangereuse et plus coûteuse pour le contribuable*», en rappelant que «*seul un médecin est capable de définir avec l'appelant la gravité de la situation médicale*».

«*Dégrader le principe de régulation, c'est déstabiliser toute l'organisation des soins*», assure François Braun. «*Si ce n'est pas un professionnel qui décroche, il va réagir par excès*». «*Sans cette régulation, un appel égale un envoi d'ambulance, un transport vers l'hôpital*».

«*En mars de l'année dernière, les SAMU en France ont reçu en l'espace de 48 heures 80.000 appels de plus par jour. Mais nous n'avons pas envoyé ces 80.000 personnes à l'hôpital!*». «*On a donné des conseils, on a fait du suivi ... On a fait ce que l'on sait faire: de la régulation médicale*». «*Il y a d'un côté, la problématique de secours et de sécurité, qui est une problématique du ministère de l'Intérieur. Et de l'autre côté, une problématique de santé qui doit aller à la santé, ça ne se discute pas*», conclut le médecin.